

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
6 septembre 2012
Français
Original : anglais

Lettre datée du 6 septembre 2012, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Allemagne auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous informer que, sous la présidence de l'Allemagne, le Conseil de sécurité tiendra un débat public sur le thème « Le sort des enfants en temps de conflit armé » le mercredi 19 septembre 2012. Pour orienter le débat, l'Allemagne a établi le document de réflexion ci-joint (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent de l'Allemagne
(*Signé*) Peter **Wittig**



**Annexe à la lettre datée du 6 septembre 2012
adressée au Secrétaire général par le Représentant
permanent de l'Allemagne auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

**Débat public du Conseil de sécurité sur les sort des enfants
en temps de conflit armé – 19 septembre 2012
Siège de l'Organisation des Nations Unies**

Document de réflexion

**Thème : Le sort des enfants en temps de conflit armé
– Renforcement de la responsabilité à l'égard des violations
et des sévices commis sur la personne d'enfants**

1. Par ses résolutions 1261 (1999), 1314 (2000), 1379 (2001), 1460 (2003), 1539 (2004), 1612 (2005), 1882 (2009) et 1998 (2011), le Conseil de sécurité a instauré un cadre solide sur la base duquel poursuivre les auteurs des « six violations graves »^a commises contre des enfants en temps de conflit armé. Le Secrétaire général se fonde sur ces résolutions pour établir, dans son rapport annuel, la liste des parties à des conflits armés qui commettent de telles violations et infligent des sévices aux enfants. Au fil des ans, ces listes ont conduit à la mise en place, avec les parties au conflit, de plans d'action sous surveillance de l'ONU et à la démobilisation de milliers d'enfants dans des zones de conflit partout dans le monde.

2. Dans son dernier rapport annuel sur le sort des enfants en temps de conflit armé (A/66/782-S/2012/261), le Secrétaire général a constaté que des progrès avaient été réalisés, notamment pour ce qui est de la responsabilité des auteurs des six violations graves commises contre des enfants en temps de conflit armé. Il convient de souligner à cet égard la mise en œuvre de la résolution 1998 (2011), adoptée par le Conseil de sécurité en juillet 2011, la signature de nouveaux plans d'action avec les parties au conflit en Afghanistan, au Myanmar, en République centrafricaine, au Soudan du Sud et au Tchad, et les progrès accomplis par les parties concernant la libération d'enfants et la lutte contre l'impunité grâce aux poursuites engagées contre les auteurs de crimes. Le premier jugement rendu par la Cour pénale internationale concernant le crime de guerre qui consiste à procéder à la conscription ou à l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans ou à les faire participer activement à des hostilités a également marqué un tournant du point de vue de la dissuasion et de la responsabilité des auteurs.

3. Cela étant, le Secrétaire général s'est également dit très préoccupé par le nombre croissant d'auteurs de violations et de sévices contre des enfants qui persistent dans leurs actes (actuellement 32 parties figurent sur les listes depuis cinq ans ou plus) et a préconisé que des mesures soient prises d'urgence pour prévenir les

^a Le recrutement et l'utilisation d'enfants soldats; le meurtre et la mutilation d'enfants; les violences sexuelles contre des enfants; l'enlèvement d'enfants; le refus de laisser les enfants bénéficier de l'aide humanitaire; et les attaques visant des écoles ou des hôpitaux.

violations ou y mettre un terme, par le renforcement du dialogue et des plans d'action avec les parties concernées.

4. Le Conseil de sécurité a souligné à maintes reprises son intention de faire davantage pression sur les auteurs de violations qui persistent dans leurs actes et d'examiner les moyens de mieux lutter contre l'impunité et de renforcer la responsabilité. À la demande de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé, M. de la Sablière, ancien Représentant permanent de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies, a récemment publié un rapport dans lequel il a formulé des recommandations sur la question et a notamment préconisé une participation politique accrue du Conseil de sécurité, le renforcement de la coopération avec les juridictions nationales et internationales et l'adoption de plus de mesures ciblées contre les auteurs des crimes, si nécessaire (voir http://www.un.org/children/conflict/_documents/SCEngagementonProtectiononCAAC_reportEng.pdf).

5. Le débat public prévu le 19 septembre donnera à l'ensemble des Membres de l'Organisation et des observateurs la possibilité d'examiner les moyens de mieux protéger les enfants en temps de conflit armé, y compris de renforcer la responsabilité des auteurs de crimes.
